

*Déclaration de la Commission des
Relations Internationales de
l'Assemblée Nationale du
Pouvoir Populaire de la
République de Cuba en réponse à
la résolution sur Cuba adoptée
par le Parlement européen le 5
juillet 2017*



La Commission des relations extérieures de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire de la République de Cuba rejette de la façon la plus énergique la résolution sur Cuba que vient d'adopter le Parlement européen, résolution d'autant plus inacceptable qu'elle est contraire aux principes de respect, d'égalité et de réciprocité entérinés dans l'Accord de dialogue politique et de coopération signé à Bruxelles le 12 décembre 2016 entre Cuba, l'Union européenne et ses États membres.

Prétextant de son assentiment à l'application provisoire de cet Accord, le Parlement européen a émis une déclaration qui dénature notre réalité, suggère des recettes dont Cuba n'a nul besoin, constitue une intromission dans nos affaires intérieures et contient des points gravement attentatoires à la souveraineté du peuple cubain

La Résolution du Parlement européen contraste avec le cours positif que suivent les relations de Cuba avec la Commission européenne, le Service européen d'action extérieure et les États membres du bloc communautaire.

Des députés européens, dont la position vis-à-vis de Cuba ne date pas d'hier et dont on connaît l'opposition aux relations entre celle-ci et l'Union européenne, ont fomenté l'adoption de cette Résolution qui non seulement s'avère contre-indiquée et inopportune, mais a de forts relents colonialistes, et qui prétend nous donner des leçons en matière de démocratie et de droits de l'homme, comme si les politiques unilatérales, discriminatoires et sélectives qui avaient caractérisé par le passé la position de l'Union européenne vis-à-vis de Cuba pouvaient être encore de mise.

Tout en se référant timidement aux lois et mesures à effet extraterritorial en cours, la Résolution non législative du Parlement européen ne mentionne ni la Loi Helms-Burton ni le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis, qui est contraire au droit international et viole les droits humains du peuple cubain. Curieusement, non contente de passer sous silence le fait que le président Trump vient de renforcer ce blocus ainsi que l'interdiction faite aux Étatsuniens de voyager à Cuba, elle fait sienne la rhétorique à laquelle il a recouru pour annoncer des mesures destinées à complaire à une minorité de vieux ultras et terroristes qui lui a servi de parterre à Miami.

Le Parlement européen ferait mieux de s'occuper de la défiance toujours plus profonde et accrue des Européens envers les institutions communautaires, défiance qui se traduit par des taux de participation très faibles aux événements politiques et électoraux, par la hausse de la xénophobie et des pratiques ségrégationnistes contre les minorités sur le territoire de l'Union, par la carence de solidarité de l'Union européenne envers les réfugiés qui arrivent par vagues d'Afrique et du Moyen-Orient et par son absence de sens de ses responsabilités historiques face à ce phénomène qui continue de causer de lourdes pertes humaines.

Le Parlement européen ferait mieux de s'occuper de la corruption galopante qui sévit dans certains secteurs politiques européens, de la détérioration croissante des systèmes de sécurité sociale, notamment ceux qui ont trait à la santé, de la persistance de taux de chômage élevés, surtout chez les jeunes, et des maigres avancées qu'enregistre l'égalité entre les sexes en Europe.

Nous ne reconnaissons aucun droit au Parlement européen d'aborder des questions relevant du strict ressort du peuple cubain, qui continue d'édifier son avenir socialiste, démocratique, souverain et indépendant.

Commission des relations internationales

Assemblée nationale du pouvoir populaire

La Havane, 5 juillet 2017

An LIX de la Révolution

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/134741-declaration-de-la-commission-des-relations-internationales-de-lassemblee-nationale-du-pouvoir-populaire-de-la-republique-de-cuba-en-reponse-a-la-resolution-sur-cuba-adoptee-par-le-parlement-europeen-le-5-juillet-2017>



Radio Habana Cuba